

CFP-004M

C.P. PL 62

Loi stratégies d'acquisition
des organismes publics
réalisation projets d'infrastructure
VERSION RÉVISÉE

MAI 2024

Mémoire déposé par l'Association des Architectes en pratique
privée du Québec (AAPPQ) et présenté à la Commission des
finances publiques

Projet de loi 62 : visant principalement à diversifier les stratégies
d'acquisition des organismes publics et à leur offrir davantage
d'agilité dans la réalisation de leurs projets d'infrastructure



Association
des Architectes
en pratique
privée du Québec

Table des matières

À PROPOS DE L'AAPPQ	3
PORTRAIT ET IMPACTS ÉCONOMIQUES DES FIRMES DE SERVICES PROFESSIONNELS EN ARCHITECTURE.....	4
LA QUALITÉ ARCHITECTURALE	5
LA CONCURRENCE ET L'ACCÈS AUX MARCHÉS PUBLICS	6
LA QUALITÉ DES OUVRAGES ET L'INNOVATION	7
ENJEUX ET MODIFICATIONS SOUHAITÉES AU PROJET DE LOI 62	10
L'accès au marché pour toutes les firmes possédant les compétences et l'indépendance requis	10
Le respect d'un devis obligatoire de performance afin que la qualité soit intégrée dans le processus décisionnel collaboratif	12
SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS DE L'AAPPQ :	13



À PROPOS DE L'AAPPQ¹

L'Association des architectes en pratique privée du Québec (AAPPQ) représente et défend les firmes privées d'architectes, lesquelles participent au développement économique, social et culturel de la société québécoise, en favorisant la qualité de notre environnement bâti.

L'AAPPQ c'est :

- 420+ firmes d'architectes membres
- 860+ dirigeants de firmes d'architectes

Notamment, l'Association agit pour :

- Promouvoir le rôle de l'architecte et l'importance d'une architecture de qualité.
- Valoriser et faire comprendre la valeur ajoutée du travail des architectes en pratique privée.
- Développer et entretenir des relations de collaboration avec les parties prenantes gouvernementales, privées et associatives.
- Favoriser l'accès de ses membres aux marchés publics en architecture.
- Représenter les intérêts des architectes en pratique privée et influencer les politiques publiques, lois, règlements et processus qui impactent la qualité de l'environnement bâti au Québec.

Quelques productions récentes pour promouvoir le rôle et la valeur ajoutée des architectes



Panorama, le magazine de l'AAPPQ

Panorama, la publication annuelle de l'AAPPQ, présente 25 projets de membres retenus pour leur qualité architecturale.

Disponible sur le [web](#) et sur les appareils [Android](#) et [IOS](#).



Architectes en série

Cette [web-série](#) invite à découvrir des projets d'architecture réalisés par nos membres. À travers des exemples concrets et diversifiés, les architectes expliquent leurs démarches, les défis et réponses apportées; on y explique le travail de collaboration et de coordination avec tous les intervenants pour le succès des projets.

¹ [Rapport annuel 2022-2023 de l'AAPPQ](#)



PORTRAIT ET IMPACTS ÉCONOMIQUES DES FIRMES DE SERVICES PROFESSIONNELS EN ARCHITECTURE

Des petites et moyennes entreprises qui contribuent au PIB du Québec

- Au Québec, *toutes les firmes de services professionnelles en architecture sont des PME*. En fait, 70 % de nos membres comptent 10 employé.es et moins alors que 5% sont des entreprises de 51 employé.es et plus.
- Toutes les *régions du Québec* comptent au moins une firme d'architecture, à l'exception du Nord-du-Québec.
- En 2022, le total des *honoraires générés par le secteur des services professionnels en architecture* frôle les 800 M\$. Par ailleurs, la moitié (50 %) des firmes d'architecture ont généré des revenus de moins de 1 M\$ en 2022, alors qu'un noyau de firmes de plus grande taille est en mesure de générer plus de 9 M\$ par année.
- 96 % du *marché* des firmes d'architecture se situe au Québec.
- 784,2 M\$ de *dépenses générées par les firmes d'architecture au Québec contribuent* à créer et à maintenir l'équivalent de *7 052 emplois à temps plein* et à générer 749,4 M\$ *en contribution au PIB*.
- Le *gouvernement du Québec a perçu des revenus* de 53,5 M\$ grâce aux activités des firmes d'architecture alors que le *gouvernement du Canada a perçu des revenus* de 36,2 M\$.
- La *valeur ajoutée des activités du secteur de l'architecture* représente 699 M\$ générés directement au sein des firmes d'architecture et 50,4 M\$ que génère leur chaîne d'approvisionnement en valeur ajoutée pour le Québec, soit 24,5 M\$ en salaires et traitements, 4,2 M\$ en revenus mixtes bruts et 21,8 M\$ en autres revenus bruts avant impôt.

Nous avons effectué notre lecture du projet de loi 62 et de la stratégie québécoise en infrastructures publiques en tenant compte des impacts probables sur le marché des services professionnels en architecture.



LA QUALITÉ ARCHITECTURALE

Le Québec est la seule province canadienne à avoir adopté une [politique nationale de l'architecture et de l'aménagement du territoire \(PNAAT\)](#). Cette politique publique est complétée par un [plan de mise en œuvre](#) et par un [aide-mémoire](#) qui propose des éléments de définition de la qualité attendue pour les bâtiments et les aménagements publics et des indications sur les meilleures pratiques pour atteindre nos objectifs collectifs.

« Cette politique publique élaborée conjointement par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et le ministère de la Culture et des Communications (MCC), dote le Québec d'une vision globale et cohérente en matière d'architecture et d'aménagement du territoire qui guidera les interventions et les investissements nécessaires à la création de milieux de vie de qualité, favorisant un sentiment d'appartenance et réunissant les conditions d'un développement durable.

Pour atteindre cette vision, faire évoluer les pratiques en architecture, actualiser les manières de faire et, donc, offrir un cadre de vie centré sur les besoins et le mieux-être des citoyens, la Politique propose notamment de développer une culture de la qualité architecturale. Elle contribue ainsi à bâtir des assises solides à un développement socioéconomique performant et pérenne. Une architecture humaine, durable et créative est une des clés pour un Québec plus fier et plus compétitif.

Cet outil complémentaire à la Politique offre un aperçu des conditions de succès pour livrer une architecture publique de qualité.

Pour y arriver, elle mise sur les meilleures pratiques et l'instauration des principes directeurs de la qualité architecturale. Les onze principes directeurs énumérés ci-dessous², lorsqu'ils sont considérés tous ensemble, permettent d'élever la qualité architecturale. Chaque projet d'architecture est à la fois unique et complexe. Pour aboutir à un projet de qualité, il importe d'assurer un juste équilibre entre les principes directeurs, en fonction des caractéristiques propres au projet et aux besoins auxquels il doit répondre. C'est la définition de cet équilibre qui viendra établir la vision du projet et qui deviendra la ligne directrice à prendre en considération à chacune des étapes de son élaboration. »³

Nous avons effectué notre lecture du projet de loi 62 et de la stratégie québécoise en infrastructures publiques en songeant à son adéquation avec les objectifs de la PNAAT et plus particulièrement aux objectifs de faire évoluer les pratiques en architecture et d'actualiser les manières de faire.

² Les principes directeurs sont reproduits dans une autre section de ce mémoire.

³ [Aide-mémoire sur la qualité architecturale, page 1](#)



LA CONCURRENCE ET L'ACCÈS AUX MARCHÉS PUBLICS

Les marchés publics en architecture représentent environ 50% des contrats des firmes d'architectes au Québec et ces dernières sont incontournables pour réaliser près de 100 % du plan québécois des infrastructures, volet bâtiments.

Dans une approche de réalisation en entreprise générale (traditionnelle), les mandats des firmes privées d'architecture comprennent normalement les services suivants :

- Réaliser des analyses d'avant-projet : élaboration de solutions immobilières, de programmes fonctionnels et techniques, de devis de performance, d'estimations de coûts, etc., à la demande des clients publics.
- Réaliser l'étape d'idéation du projet : préparation du concept et des plans préliminaires.
- Estimer les coûts et conseiller les clients sur l'optimisation des budgets et des échéanciers en lien avec les solutions architecturales choisies par ces derniers pour répondre à leur programme.
- Préparer les plans et devis définitifs.
- Effectuer la surveillance de chantier pour s'assurer de la conformité de la construction aux documents contractuels signés par l'entreprise de construction.
- Coordonner les professionnels des autres disciplines (ingénieurs en structure, ingénieurs en mécanique-électrique, architectes du paysage et autres professionnels).

Les PME québécoises en architecture peuvent réaliser des projets de complexité et d'envergure diverses, avec de petites équipes de professionnels, pourvu qu'elles possèdent les expertises et les compétences requises par le type d'ouvrage. Elles appartiennent au secteur des services professionnels.

Contrairement au secteur des services professionnels en architecture, les entreprises de construction qui soumissionnent pour des projets d'envergure et/ou complexes ont besoin d'une main-d'œuvre importante, de machinerie et d'une structure organisationnelle et financière plus imposante à tous les égards. Ces entreprises sont souvent de grandes tailles et sont moins nombreuses au Québec que les firmes d'architecture qui possèdent les compétences et l'expérience requises pour soumissionner dans des projets publics d'envergure.

En demandant à des équipes multidisciplinaires incluant une entreprise générale de construction, une firme de génie-conseil et une firme d'architectes de proposer ensemble leurs services, les organismes publics pourraient limiter l'accès à certains types de marchés pour les firmes d'architectes, sans en avoir l'intention. Qui plus est, une équipe ainsi formée pour présenter une offre de services groupée, risque fort de devenir une équipe récurrente, soumissionnant pour une série de projets similaires. Des ententes commerciales basées sur la collaboration et le partage de risques pourraient se faire, en toute bonne foi ; elles pourraient avoir un impact sur la concurrence de certains types de marchés.



LA QUALITÉ DES OUVRAGES ET L'INNOVATION

Le projet de loi 62, visant principalement à diversifier les stratégies d'acquisition des organismes publics et à leur offrir davantage d'agilité dans la réalisation de leurs projets d'infrastructure « introduit un nouveau type de contrat de partenariat dans lequel un organisme public associe, au moyen d'une approche collaborative, un contractant à diverses responsabilités en lien avec un projet d'infrastructure publique [...]. Il assimile à des contrats de partenariat les contrats mixtes de travaux de construction et de services professionnels conclus par un organisme public dans le cadre de projets d'infrastructure en recourant à une approche collaborative de même que certains contrats que le Conseil du trésor détermine par règlement ».

Ces modifications législatives découlent de la [stratégie québécoise en infrastructures publiques](#) déposée au même moment que le projet de loi. L'énoncé de vision de cette stratégie est le suivant :

« Le Québec de demain dispose d'infrastructures de qualité qui sont le reflet de notre identité et dont nous sommes encore plus fiers. Le parc d'infrastructures est en bon état et répond aux besoins de la population. Chaque dollar investi est optimisé grâce à une gestion de projet rigoureuse et un équilibre optimal entre le maintien du bon état du parc et la réalisation de nouvelles infrastructures. »

Cet énoncé repose sur 3 objectifs :

- Accélérer la livraison des projets.
- Obtenir de meilleurs coûts.
- Améliorer l'état de nos infrastructures publiques.

Cet énoncé repose également sur 4 principes directeurs, dont les 2 suivants :

- Miser sur des constructions durables, résilientes et qui s'intègrent harmonieusement au milieu de vie.
- Contribuer à améliorer l'offre et la qualité des services publics dans toutes nos régions.

L'intention du législateur semble tenir compte des objectifs de la [PNAAT](#)⁴ et des principes directeurs de la qualité architecturale⁵. Nous avons donc examiné la correspondance des dispositions du PL 62 avec les 6 conditions de succès associées aux 11 principes directeurs de la PNAAT reproduits ci-dessous :

LA ROUE DES 11 PRINCIPES DIRECTEURS



SIX CONDITIONS DE SUCCÈS

1. Une bonne définition des besoins
2. Un échéancier suffisant
3. Un budget en phase avec les ambitions de qualité
4. Des processus efficaces
5. La constitution de la meilleure équipe
6. Une revue post-mortem

⁴ Présentés à la page 5 de ce document.

⁵ Document précité note 3



Le défi de conjuguer l'optimisation budgétaire, la rapidité, le partage des risques et la qualité

Le PL 62 et la stratégie dont il découle s'intéressent aux processus qui permettront de réaliser des projets résilients, harmonieux et durables au meilleur coût et dans les meilleurs délais ; il propose de concilier tous ces enjeux, notamment, par l'introduction de modes de réalisation collaboratifs. Ces approches reposent sur la signature d'un contrat unique conclu entre l'organisme public, l'entrepreneur général, la firme d'architectes, la ou les firmes d'ingénieurs (2 spécialités sont requises) et, au besoin, des entrepreneurs spécialisés. Le contrat prévoit un partage des bénéfices, des risques et des pertes en fonction des résultats obtenus et d'un coût cible. Les parties prenantes participent à une gestion conjointe et intégrée du projet ; le processus est collaboratif et les décisions sont prises collectivement.

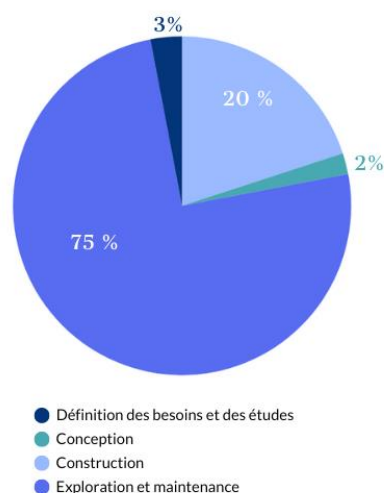
Le deuxième paragraphe de l'**article 1, alinéa 2°, du PL 62** exprime cette approche ainsi :

« Pour l'application de la présente loi, une approche collaborative peut notamment comprendre la tenue d'ateliers bilatéraux, une mise en commun des ressources et des informations liées au projet d'infrastructure ainsi qu'un partage consensuel des risques et, selon le cas, des économies générées ou des gains réalisés et des pertes subies pendant la durée du contrat. ».

Avec cette approche, lors des différentes phases de réalisation d'un projet d'infrastructures soit la planification, la conception, la préparation des plans et devis, la construction, la surveillance et la livraison finale, des centaines de décisions devront être prises en équipe. Ces décisions auront des impacts sur la qualité à long terme de l'ouvrage, son coût et son échéancier de réalisation ; elles présenteront divers degrés de risques et elles impacteront les profits de l'ensemble des parties au contrat. L'AAPPQ s'intéresse à l'enjeu de l'innovation et de la qualité dans ce contexte où la prise de décision est collective et où les résultats sont liés à un coût cible impactant les profits. Il ne reviendra pas uniquement à l'organisme public de décider s'il préfère une solution plus couteuse, mais durable plutôt qu'une solution économique sur le court terme, mais moins pérenne.

Rappelons que les étapes de la définition des besoins, de la réalisation des études préliminaires et de la conception sont déterminantes dans le cycle de vie d'un ouvrage et que c'est au moment de réaliser ces étapes qu'il est possible d'optimiser les solutions architecturales à moindres coûts ⁶.

Répartition des coûts d'un bâtiment



⁶ Aide-mémoire, page 6



Le rôle des architectes est de proposer des solutions optimisées. Cela est d'ailleurs balisé dans la loi sur les architectes à l'article 15 :

« L'exercice de l'architecture consiste à exercer une activité d'analyse, de conception ou de conseil appliquée à la construction, à l'agrandissement ou à la modification d'un bâtiment en ce qui a trait à son implantation, à son enveloppe, à son aménagement intérieur ainsi qu'aux matériaux et aux méthodes, afin que le bâtiment soit durable, fonctionnel et harmonieux.

Il consiste également à exercer une activité de coordination du travail des personnes qui, dans le cadre de travaux d'architecture, participent à la construction, à l'agrandissement ou à la modification d'un bâtiment.

Le respect de l'environnement et de la vie, la protection des biens, la pérennité du patrimoine et l'efficacité économique font partie de l'exercice de l'architecture dans la mesure où ils sont liés aux activités professionnelles de l'architecte ⁷. »

Ainsi, nous avons examiné les dispositions de la loi qui introduisent les contrats mixtes dits de partenariat, afin de comprendre si ces derniers sont en phase avec les intentions d'innovation et de qualité annoncées par la stratégie gouvernementale.

À notre avis, les processus collaboratifs reposant sur le partage de risques, inscrit à l'intérieur d'un contrat unique et axé sur un coût cible, doivent prévoir, sans équivoque, des objectifs obligatoires de performance attendue pour l'ouvrage à concevoir et à construire. Nous ferons plus loin une proposition concrète en ce sens.

⁷ [Loi sur les architectes, article 15](#)

ENJEUX ET MODIFICATIONS SOUHAITÉES AU PROJET DE LOI 62

L'AAPPQ est satisfaite de constater la mise en place d'une stratégie visant à améliorer l'agilité et la collaboration dans le développement des infrastructures publiques. Cette initiative représente une avancée pour optimiser l'efficacité et la qualité des projets publics. Nous remercions la Commission des finances publiques pour l'attention portée à notre contribution et pour son engagement à améliorer les infrastructures publiques.

L'accès au marché pour toutes les firmes possédant les compétences et l'indépendance requises

L'approche collaborative, assimilée à des contrats de partenariat, proposée par le projet de loi 62 est intéressante et porteuse de solutions. Elle s'inspire des approches de réalisation de projet (RPI) utilisée ailleurs dans le monde. En permettant aux professionnels et aux constructeurs, choisis en fonction de leurs compétences et expériences, de s'associer rapidement autour d'objectifs communs de réaliser un projet d'infrastructure, on adopte une approche intégrée et itérative axée sur la collaboration entre le client public, les concepteurs et les constructeurs à toutes les phases de réalisation d'un ouvrage.

Le choix fait par le législateur de permettre de réunir des entreprises de services professionnels et de construction au sein d'un même contrat, comporte cependant son lot de défis. La réussite de cette nouvelle approche sera tributaire de l'expertise mise en œuvre pour adapter cette manière de faire au cadre juridique du Québec. L'approche par projets pilotes est sûrement souhaitable dans cette optique d'adaptation. Nous souhaitons souligner ici l'importance de préserver, dans ce mode collaboratif, la notion d'indépendance des professionnels. Ces derniers doivent pouvoir être en phase, en tout temps, avec les règles déontologiques qui encadrent l'exercice de leur profession. En ce sens, nous sommes très satisfaits de constater que les entreprises appelées à signer des ententes de partenariats seront des organisations indépendantes les unes des autres.

L'article 1, alinéa 2°, 1^{er} paragraphe du PL 62 modifie l'article 3 de la LCOP et se lit comme suit :

« Sont assimilés à des contrats de partenariat les contrats mixtes de travaux de construction et de services professionnels dans le cadre desquels un organisme public associe un contractant à la conception et à la réalisation d'une infrastructure en recourant à une approche collaborative pendant ou après le processus d'adjudication ainsi que les contrats que le Conseil du trésor détermine par règlement dans le cadre desquels un organisme public associe un contractant à la conception ou à la réalisation d'une infrastructure lorsque ceux-ci impliquent une approche collaborative que le règlement précise. »

Pour les motifs exposés dans la section concernant la saine concurrence, nous proposons de prévoir plus de souplesse dans la manière de rassembler les parties prenantes au sein d'un même contrat. Les organismes publics pourraient ainsi agir en tenant compte des spécificité du marché pour un projet donné. Nous proposons donc :

- De modifier cette disposition afin de prévoir que l'appel de qualification, la première phase du processus de sélection dans le cadre de contrats de partenariat, consiste, dans certains cas, en fonction du marché, à choisir individuellement chaque entreprise, dans une première étape.
- Que les équipes d'entreprises ne soient constituées, dans certains cas, en fonction du marché, que lors la deuxième phase du processus, dans le cadre d'ateliers collaboratifs évalués par un comité de sélection, et ce, afin de ne pas créer d'obstacle à l'entrée pour les firmes d'architecture.
- De modifier cette disposition afin de prévoir que, dans le cas de recours à l'approche collaborative après un processus initial de qualification individuelle et pendant le processus d'adjudication, une entreprise choisie ait l'option de se retirer d'une équipe constituée par l'organisme public pendant le processus d'adjudication.

L'article modifié pourrait se lire ainsi (la modification est indiquée en rouge) :



« Sont assimilés à des contrats de partenariat les contrats mixtes de travaux de construction et de services professionnels dans le cadre desquels un organisme public associe un contractant à la conception et à la réalisation d'une infrastructure en recourant à une approche collaborative, pendant **le processus d'adjudication, après un processus initial de qualification individuelle en prévision d'une entente de partenariat** ou après le processus d'adjudication **à une équipe soumissionnaire** ainsi que les contrats que le Conseil du trésor détermine par règlement dans le cadre desquels un organisme public associe un contractant à la conception ou à la réalisation d'une infrastructure lorsque ceux-ci impliquent une approche collaborative que le règlement précise.

Un contractant choisi après un processus initial de qualification individuelle en prévision d'une entente de partenariat et pendant le processus d'adjudication conserve l'option de se retirer d'un contrat de partenariat après la constitution des équipes mixtes par l'organisme public. »



Le respect d'un devis obligatoire de performance afin que la qualité soit intégrée dans le processus décisionnel collaboratif

L'article 6 du PL 62 modifie l'article 20 de la LCOP par l'ajout d'un 4^e alinéa qui se lit comme suit :

Les documents d'appel d'offres doivent prévoir, entre autres :

« 4^o lorsque l'approche collaborative retenue comprend un partage des risques, des économies générées ou des gains réalisés et des pertes subies, une mention indiquant que les conditions et les modalités de ces partages seront convenues entre les parties et précisées dans le contrat de partenariat. ».

À notre sens, cet article est incomplet. Il s'intéresse aux exigences contractuelles à venir dans le cadre d'une entente collaborative de partenariat. Ce type d'entente doit, à notre avis, être clair quant à l'intégration des trois grands objectifs interdépendants et bien énoncés dans le cadre de la stratégie gouvernementale :

1. Accélérer la livraison des projets.
2. Obtenir de meilleurs coûts.
3. Améliorer l'état de nos infrastructures publiques.

La qualité de nos infrastructures publiques est au cœur de la stratégie, mais elle n'apparaît pas dans les exigences contractuelles à prévoir dès la phase de l'appel d'offres.

Pour les motifs exposés dans la section concernant la qualité des ouvrages et l'innovation, afin d'être en phase avec la stratégie gouvernementale et avec la PNAAT nous proposons de modifier cet alinéa 4 comme suit (l'ajout proposé est indiqué en rouge)

Les documents d'appel d'offres doivent prévoir, entre autres :

*« 4^o lorsque l'approche collaborative retenue comprend un partage des risques, des économies générées ou des gains réalisés et des pertes subies, une mention indiquant que les conditions et les modalités de ces partages **ainsi que les objectifs obligatoires de performance qualitative à atteindre** seront convenues entre les parties et précisées dans le contrat de partenariat. ».*



SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS DE L'AAPPQ :

1. Afin que, dans certains cas et en fonction du marché, la première phase du processus de sélection dans le cadre de contrats de partenariat, consiste à choisir individuellement chaque entreprise, dans une première étape.
2. Afin que, dans certains cas et en fonction du marché, les équipes d'entreprises ne soient constituées que lors la deuxième phase du processus dans le cadre d'ateliers collaboratifs évalués par un comité de sélection, et ce, afin de ne pas créer d'obstacle à l'entrée pour les firmes d'architecture.
3. Afin de prévoir que, dans le cas de recours à l'approche collaborative après un processus initial de qualification individuelle et pendant le processus d'adjudication, une entreprise choisie ait l'option de se retirer d'une équipe constituée par l'organisme public pendant le processus d'adjudication.
4. Afin de favoriser l'accès au marché pour les PME en architecture qui possèdent les compétences requises.

L'AAPPQ recommande de modifier l'article 1, alinéa 2°, 1^{er} paragraphe du PL 62 qui modifie l'article 3 de la LCOP pour qu'il offre différentes options aux organismes publics et se lise ainsi :

« Sont assimilés à des contrats de partenariat les contrats mixtes de travaux de construction et de services professionnels dans le cadre desquels un organisme public associe un contractant à la conception et à la réalisation d'une infrastructure en recourant à une approche collaborative, pendant **le processus d'adjudication, après un processus initial de qualification individuelle en prévision d'une entente de partenariat** ou après le processus d'adjudication **à une équipe soumissionnaire** ainsi que les contrats que le Conseil du trésor détermine par règlement dans le cadre desquels un organisme public associe un contractant à la conception ou à la réalisation d'une infrastructure lorsque ceux-ci impliquent une approche collaborative que le règlement précise.

Un contractant choisi après un processus initial de qualification individuelle en prévision d'une entente de partenariat et pendant le processus d'adjudication conserve l'option de se retirer d'un contrat de partenariat après la constitution des équipes mixtes par l'organisme public. »

1. Afin de favoriser la qualité des ouvrages pendant leur cycle de vie
2. Afin d'arrimer le PL 62 à la vision de la Politique nationale de l'architecture et de l'aménagement du territoire
3. Afin d'arrimer le PL 62 aux intentions de la stratégie québécoise en infrastructures publiques et de maintenir une approche intégrée des enjeux de réduire les délais, d'optimiser les coûts et de miser sur des constructions durables, résilientes et qui s'intègrent harmonieusement au milieu de vie.

L'AAPPQ recommande de modifier l'article 6 du PL 62 qui modifie l'article 20 de la LCOP par l'ajout d'un 4^e alinéa et pour qu'il se lise ainsi :

Les documents d'appel d'offres doivent prévoir, entre autres :

« 4° lorsque l'approche collaborative retenue comprend un partage des risques, des économies générées ou des gains réalisés et des pertes subies, une mention indiquant que les conditions et les modalités de ces partages **ainsi que les objectifs obligatoires de performance qualitative à atteindre** seront convenues entre les parties et précisées dans le contrat de partenariat. ».